

Unité Inter-Départementale Anjou Maine
rue du Cul d'Anon
BP 80145
49183 Saint-Barthélémy

Saint-Barthélémy, le 03/10/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 31/07/2024

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

AGGLOMERATION DU CHOLETAIS

Parc Pérotaux
46 avenue de Gambetta - BP 62111
49300 Cholet

Références : EC-2024-316-INSP-AGGLOMERATION DU CHOLETAIS-Cholet-RAP

Code AIOT : 0006302403

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 31/07/2024 dans l'établissement AGGLOMERATION DU CHOLETAIS implanté La Blanchardière 49300 Cholet. L'inspection a été annoncée le 23/07/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La communauté d'agglomération du Choletais dont le siège social est situé à l'Hôtel d'agglomération à Cholet exploite la déchetterie de la Blanchardière à Cholet sous couvert d'un arrêté préfectoral d'autorisation du 1^{er} octobre 1999.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- AGGLOMERATION DU CHOLETAIS
- La Blanchardière 49300 Cholet
- Code AIOT : 0006302403
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso

- IED : Non

L'activité exercée sur la déchetterie consiste en la collecte de déchets apportés par le producteur initial. Le volume de déchets non dangereux susceptibles d'être présents est d'environ 670 m³ et la quantité de déchets dangereux est de l'ordre de 16 tonnes (données de 2024).

Sa gestion est réalisée par la société BRANGEON dans le cadre d'appels d'offres.

Thèmes de l'inspection :

- Déchets
- Eau de surface
- Risque incendie

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
2	Consignes d'exploitation	Arrêté Préfectoral du 01/10/1999, article 3A4	Demande d'action corrective	1 mois
6	Enlèvement des déchets	Arrêté Préfectoral du 01/10/1999, article 3C10	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
7	Schéma des réseaux eaux	Arrêté Préfectoral du 01/10/1999, article A424B	Demande d'action corrective	1 mois
8	Capacités de rétention	Arrêté Préfectoral du 01/10/1999, article 4A3	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Maintien du site propre	Arrêté Préfectoral du 01/10/1999, article 3A3 3C5	Sans objet
3	Clôture du site	Arrêté Préfectoral du 01/10/1999, article 3B2	Sans objet
4	Horaires d'ouverture du site	Arrêté Préfectoral du 01/10/1999, article 3C3	Sans objet
5	Stockage des batteries	Arrêté Préfectoral du 01/10/1999, article 3C8	Sans objet
9	Sécurité incendie	Arrêté Préfectoral du 01/10/1999, article 8,1	Sans objet
10	Contrôle annuel des installations électriques	Arrêté Préfectoral du 01/10/1999, article 8,2	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Suite à la visite d'inspection, il est attendu de la communauté d'agglomération du Choletais dans un délai de 1 mois :

- des mesures correctives sur l'évacuation de déchets dangereux stockés à l'extérieur des locaux déchets dangereux, le nettoyage des cuvettes de rétention des locaux de déchets dangereux et de la cuve de collecte des huiles usagées et le nettoyage des bouches d'eaux pluviales
- des justificatifs de l'utilisation de Trcaddéchets pour l'élimination des déchets dangereux et sur le dimensionnement des cuvettes de rétention des locaux de stockage des déchets dangereux

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Maintien du site propre

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 01/10/1999, article 3A3 3C5
Thème(s) : Autre, Maintien du site propre
Prescription contrôlée : L'ensemble du site doit être maintenu propre et les bâtiments et installations entretenus en permanence. Les matériaux, objets ou produits doivent être déposés directement par le public et de façon sélective dans autant de casiers ou conteneurs spécifiques à chaque catégorie de déchets. Ils ne doivent en aucun cas être stockés à même le sol.
Constats : <div style="border: 1px solid black; padding: 5px;">Lors de la visite d'inspection, il a été constaté que le site est propre et entretenu. Les matériaux, objets ou produits sont déposés dans des casiers ou conteneurs de façon sélective</div>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Consignes d'exploitation

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 01/10/1999, article 3A4
Thème(s) : Risques accidentels, Consignes d'exploitation
Prescription contrôlée : Les consignes d'exploitation de l'ensemble des installations doivent comporter explicitement les contrôles à effectuer en marche normale et à la suite d'un arrêt de façon à permettre en toutes circonstances le respect des dispositions du présent arrêté. Des consignes écrites doivent également être établies pour faire face aux situations accidentelles et pour la mise en œuvre des moyens d'intervention, d'évacuation du personnel et d'appel aux moyens de secours extérieurs. Ces consignes doivent notamment indiquer : -les mesures à prendre en cas de déversement accidentel de liquides ; -les moyens d'extinction à utiliser en cas d'incendie ; -la procédure d'alerte avec les numéros de téléphone du responsable d'intervention de l'établissement, des services d'incendie et de secours, du centre anti poison,... ; Les consignes de sécurité sont affichées de façon visible à proximité des zones concernées.
Constats : <div style="border: 1px solid black; padding: 5px;">Lors de la visite d'inspection, il a été constaté que les consignes en cas de déversement accidentel de produits et les consignes en cas d'incendie sont affichées dans le bureau d'accueil. Ces consignes ne mentionnent pas l'emplacement des ouvrages permettant d'isoler les eaux collectées sur le site en cas de sinistre (incendie ou déversement de produit notamment). Le personnel présent sur le site ne connaissait pas l'emplacement ni les moyens d'accès au décanteur déshuileur pour fermer la vanne d'isolement.</div>
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Il est demandé à l'exploitant de compléter les consignes d'exploitation pour que le personnel présent sur le site connaisse les mesures en cas de déversement accidentel de liquide et de rétention des eaux d'extinction d'incendie.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 1 mois

N° 3 : Clôture du site

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 01/10/1999, article 3B2

Thème(s) : Autre, Clôture du site

Prescription contrôlée :

La déchetterie est clôturée de façon à interdire l'accès à toute personne ou véhicule en dehors des heures d'ouverture

Constats :

Lors de la visite, il a été constaté que le site est entièrement clôturé.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Horaires d'ouverture du site

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 01/10/1999, article 3C3

Thème(s) : Autre, Horaires d'ouverture du site

Prescription contrôlée :

Les heures et jours d'ouverture ainsi que la liste des matériaux, objets et produits acceptés sont affichés à l'entrée de la déchetterie.

Un dispositif permanent d'affichage et de signalisation informe le public sur les modalités de circulation et de dépôt.

Constats :

Lors de la visite, il a été constaté que les heures et jours d'ouverture sont affichés à l'entrée du site ainsi que la liste des matériaux, objets et produits acceptés. Les modalités de circulation et de dépôts sont signalées.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Stockage des batteries

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 01/10/1999, article 3C8

Thème(s) : Risques chroniques, Stockage des batteries

Prescription contrôlée :

Les piles et batteries doivent être recueillies et stockées dans des conditions qui les rendent ensuite inaccessibles pour le public. Le stockage des batteries est effectué dans un local

fermé et aéré avec un sol étanche.

Les batteries sont soit réceptionnées vides soit entreposées de façon à éviter l'écoulement des liquides qu'elles contiennent. Les acides récupérés sont stockés dans des récipients étanches, hors de portée du public. Leur évacuation doit donner lieu à l'établissement d'un bordereau de suivi.

Constats :

Les piles et batteries sont stockées dans un local fermé et aéré avec rétention.

Les déchets d'équipements électriques et électroniques susceptibles de contenir des batteries au lithium sont séparés des autres déchets d'équipements électriques et électroniques lors de leur réception dans l'installation. Ils sont entreposés dans des conditions garantissant l'absence d'endommagement par des opérations de manutentions.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Enlèvement des déchets

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 01/10/1999, article 3C10

Thème(s) : Risques chroniques, Enlèvement des déchets

Prescription contrôlée :

La nature, la destination et la date d'enlèvement des matériaux, objets et produits sont consignés dans un registre ou sur tout autre support d'information, tenu par l'exploitant à la disposition de l'inspecteur des installations classées.

Constats :

Le dispositif Trackdéchets n'était pas accessible sur le site. d'accueil.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Il est demandé à l'exploitant de transmettre les éléments justifiant de l'utilisation de Track déchets pour les années 2023 et 2024.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 1 mois

N° 7 : Schéma des réseaux eaux

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 01/10/1999, article A424B

Thème(s) : Risques chroniques, Schéma des réseaux eaux

Prescription contrôlée :

L'établissement est pourvu d'un réseau d'égout de type séparatif comprenant :

- un réseau pluvial,
- un réseau pour les eaux des sanitaires.

Toutes dispositions sont prises pour éviter l'entrée des eaux de ruissellement et l'accumulation des eaux pluviales à l'intérieur des stocks de matériaux.

Un schéma de tous les réseaux de circulation des eaux doit être établi par l'exploitant, régulièrement mis à jour et daté. Après chaque mis à jour un exemplaire de ce document est

transmis à l'inspecteur des installations classées.

Les eaux des sanitaires sont évacuées au réseau communal d'eaux usées.

Les eaux de ruissellement des aires de circulation et de stationnement des bennes de stockage de déchets sont rejetées au réseau pluvial après passage dans un débourbeur déshuileur.

L'effluent rejeté doit présenter une teneur en hydrocarbures < 10mg/L

Constats :

L'exploitant a transmis le schéma des réseaux datant de janvier 2010. L'exploitant a transmis les rapports d'analyses du débourbeur déshuileur : 7 décembre 2023 teneur en hydrocarbures non conforme 20mg/l puis 4 avril 2024 teneur conforme 0,33 mg/l. Une opération d'entretien curage a été réalisée le 7 décembre. Lors de la visite, il a été constaté que plusieurs regards d'eaux pluviales ont été partiellement obstrués. (photos 8 et 9).

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Il est demandé à l'exploitant de mettre en place une procédure pour s'assurer de la conformité de ses rejets qui doivent rester inférieurs à 10 mg/L. Il est demandé à l'exploitant de nettoyer les regards d'eaux pluviales.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 1 mois

N° 8 : Capacités de rétention

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 01/10/1999, article 4A3

Thème(s) : Risques chroniques, Capacités de rétention

Prescription contrôlée :

Tout stockage d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols doit être associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :

100 % de la capacité du plus grand réservoir,
50 % de la capacité des réservoirs associés.

La capacité de rétention doit être étanche aux produits qu'elle pourrait contenir et résister à l'action physique et chimique des fluides. Il en est de même pour son dispositif d'obturation qui doit être maintenu fermé.

Les capacités de rétention sont conçues et réalisées de façon que les produits incompatibles ne puissent se mélanger. L'étanchéité des réservoirs associés doit pouvoir être contrôlée à tout moment.

Les produits récupérés en cas d'accident ne peuvent être rejetés que dans des conditions conformes au présent arrêté ou doivent être éliminés comme les déchets.

Constats :

Lors de la visite, le local de déchets dangereux contenaient 4 conteneurs d'environ 1 m³ et 4 stockés à l'extérieur ainsi que 11 caisses de produits (5 de liquides inflammables, 1 de produits contenant des bases, 3 de produits acides, 3 de produits toxiques), 1 de produit comburant. Les différents stockages à l'intérieur dépassent la capacité de rétention de la cuvette de rétention. Sa capacité ne correspondait au 50 % des produits stockés dans le local.

Des bases sont stockées sur l'étagère au-dessus d'une caisse contenant des acides. (photo 5) La cuvette de rétention n'était pas propre. (cf photo 3)

L'exploitant a indiqué que les 4 conteneurs extérieurs allaient être évacués.

La cuve à huile est à l'extérieur sur une cuvette de rétention. La rétention n'est pas propre : herbe et poussières à l'intérieur (photo 7)

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Il est demandé à l'exploitant de justifier les capacités de rétention du local de stockage de déchets dangereux (capacité de rétention et stockage maximum pouvant être accueillis volume des bacs, containers, fûts) et d'évacuer les produits dépassant les capacités de stockage dans les plus brefs délais.

Il est demandé à l'exploitant d'évacuer les conteneurs de déchets dangereux présents à l'extérieur du local (photos 1 et 2) et de transmettre les justificatifs d'élimination.

Il est demandé à l'exploitant d'organiser le stockage des produits pour éviter les mélanges de produits incompatibles.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective

Proposition de délais : 1 mois

N° 9 : Sécurité incendie

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 01/10/1999, article 8,1

Thème(s) : Risques accidentels, Sécurité incendie

Prescription contrôlée :

L'établissement dispose de moyens de lutte contre l'incendie adaptés aux risques, en nombre suffisant et judicieusement répartis. Outre les dispositifs portatifs, la défense contre l'incendie est assurée par un poteau d'incendie normalisé de 100 mm raccordé à une canalisation permettant d'assurer un débit de 100 litres par minute sous une pression dynamique minimum de 1 bar.

Dans la mesure où le réseau hydraulique ne permet pas l'alimentation d'un poteau d'incendie, la protection contre l'incendie est assurée par une réserve d'eau d'un volume minimum disponible pour cet usage d'au moins 120 m³. Cette réserve d'eau doit être accessible, en toute circonstance, aux véhicules de lutte contre l'incendie.

L'aménagement de cette réserve d'incendie est réalisé conformément aux directives du service d'incendie et de secours que l'exploitant consulte pour la définition des aménagements sur le site. La hauteur géométrique d'aspiration de cette réserve ne devra pas excéder 6 m dans les conditions les plus défavorables. Cette réserve est équipée d'une aire d'aspiration d'une superficie minimum de 32 m² dont le sol est stabilisé.

Les emplacements de moyens internes à l'établissement sont signalés et leurs accès maintenus libres en permanence.

<p>Constats :</p> <p>Lors de la visite, 3 extincteurs ont été contrôlés par sondage , N°3, 4 et 5. Le contrôle avait été effectué le 28 août 2023.</p> <p>L'exploitant a transmis les débits et la localisation des 4 poteaux incendie à proximité du site. Le n°238 est à l'entrée du site et dispose d'un débit de 108m3/h. Les poteaux n°117, 473, 474 ont des débits respectifs de 114m3/h, 57m3/h, 137m3/h.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 10 : Contrôle annuel des installations électriques

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 01/10/1999, article 8,2</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Contrôle annuel des installations électriques</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les installations électriques sont réalisées conformément aux normes en vigueur et entretenues en bon état. Elles sont contrôlées au moins une fois par an par un technicien compétent. Les rapports de contrôle sont tenus à la disposition de l'inspecteur des installations classées.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a transmis deux rapports de contrôles : Q18 vérification périodique annuelle des installations électriques par Socotec qui conclut à l'absence de risques incendie ou explosion le 11 juillet 2024 et le Q19 rapport de vérification par thermographie infrarouge SOCOTEC du 11 juillet 2024 qui conclut à l'absence d'anomalie constatée.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

Annexe : Photos de la déchetterie



1- Conteneur de déchets dangereux non abrités et hors rétention



3- Cuvette de rétention local 1 de 5 Produits dangereux non triés et déchets dangereux non propre incompatibles



2- Conteneurs de déchets dangereux à l'extérieur hors rétention



4- Cuvette de rétention local 2 de 6- bidons huile hors rétention déchets dangereux non propre



7- Cuvette de rétention cuve à huile non propre présence d'herbe et de débris



8 et 9 Regards eaux pluviales obstrués